



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Situation épidémiologique

Question au Gouvernement n° 4251

### Texte de la question

#### SITUATION ÉPIDÉMIQUE

**M. le président.** La parole est à Mme Isabelle Florennes.

**Mme Isabelle Florennes.** Eu égard à la vitesse des contaminations au covid-19, nous allons indéniablement vers un cap épidémique qui pourrait être dramatique. Le variant delta a engagé avec nous une course contre la montre que nous n'avons pas le droit de perdre. Ainsi résonnent les paroles fortes du Président de la République de la semaine dernière ; elles doivent trouver une concrétisation rapide dans le seul objectif de protéger les Français, tous les Français.

À cet égard, nous devons bien faire la différence entre ceux qui, munis d'une étoile jaune, manifestent et brûlent des centres de vaccination ou menacent les élus, et tous ceux qui s'inquiètent très justement de leur situation. Ces derniers sont inquiets pour leur propre santé et pour celle de la collectivité dans son ensemble, pour l'économie et pour l'avenir de leurs enfants.

Ainsi, nous devons être responsables et aux côtés de tous avec bienveillance pour nous donner les moyens de faire face à ce qu'on appelle désormais la quatrième vague, tout en soulageant ceux qui pourraient pâtir gravement de cette actualité, à commencer par les soignants ou toutes les personnes à risque. De la réussite de ces initiatives dépend notre avenir dans les semaines qui viennent : vacances, rentrées scolaire et universitaire, rentrée économique et, surtout, capacité de notre personnel soignant à faire face une nouvelle fois à l'offensive du covid.

Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, quelles actions de communication et de pédagogie comptez-vous mener dans les prochains jours et les prochaines semaines pour faire comprendre tout le sérieux de la situation et la nécessité de se protéger le plus vite possible ? Pouvez-vous garantir à la représentation nationale que chaque Français qui le souhaite peut avoir, demain, accès au vaccin, seul à même de nous protéger collectivement ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

**M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.** Vous parlez de quatrième vague ; j'ai peur que vous ayez raison. Cela fait maintenant trois semaines que nous voyons les dégâts épidémiques causés par le variant delta dans les pays autour de nous. Nous constatons aussi les dégâts sanitaires qu'il provoque dans des pays où la population – qui n'a pas la chance de pouvoir se demander si nous avons suffisamment de recul sur les vaccins – demande simplement à l'État de pouvoir disposer de vaccins pour se protéger. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Le variant delta fait des dégâts sanitaires sans précédent dans des pays où les citoyens manifestent non pas pour lutter contre un gouvernement liberticide qui pousse les gens à se protéger (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM*), mais pour demander des vaccins. Dans ces pays en général très pauvres, ou qui le sont parfois un peu moins, des gouvernements plutôt situés à l'extrême opposé de la démocratie et de l'idée qu'on s'en fait ne mettent pas de vaccins à la disposition de la population et regardent les gens mourir.

Madame la députée, des manifestations ont eu lieu samedi – je n'en minimise pas la portée, mais fort heureusement je ne considère pas qu'elles soient la règle. Au même moment, le virus circulait beaucoup. Il circule beaucoup plus vite, nous le savions et nous le constatons. Il circule essentiellement chez les jeunes et dans tout le territoire national, y compris outre-mer – je pense notamment à la Martinique.

Les chiffres concernant les contaminations des dernières vingt-quatre heures viennent de me parvenir. J'avais évoqué le risque de 15 000 ou 20 000 cas par jour à la fin du mois de juillet ; nous étions hier à 18 000 contaminations en seulement vingt-quatre heures. Cela signifie que l'augmentation de la circulation du virus est de l'ordre de 150 % sur une semaine.

**M. Alexis Corbière.** Et quels moyens pour l'hôpital ?

**M. Olivier Véran, ministre.** Nous n'avons jamais connu cela, ni avec la souche originelle du covid-19 ni avec les variants anglais, sud-africain ou brésilien.

Oui, nous avons une arme, la vaccination ; oui, nous avons des vaccins ; oui, nous mobilisons les centres de vaccination, les médecins, les pharmaciens, les infirmiers, partout, sur tout le territoire national et tout le temps. Nous invitons les Français à se connecter massivement aux plateformes, à se rendre dans les centres de vaccination, à prendre rendez-vous et à consulter leur médecin. Le temps n'est plus au doute ni à l'hésitation ; le temps est à l'immunité collective. Elle relève de notre responsabilité collective, c'est le seul moyen que nous avons et nous l'utiliserons à bon escient pour nous débarrasser du covid une fois pour toutes.  
(*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Isabelle Florennes](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (4<sup>e</sup> circonscription) - Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4251

**Rubrique :** Santé

**Ministère interrogé :** Solidarités et santé

**Ministère attributaire :** Solidarités et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [21 juillet 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 juillet 2021](#)